



Renforcer la contribution francophone aux opérations de paix

Pistes de réflexion pour une approche coopérative et mutualisée

Solène Jomier



Structure



Etat des lieux de la contribution et obstacles identifiés



Pistes institutionnelles et politiques



Pistes opérationnelles

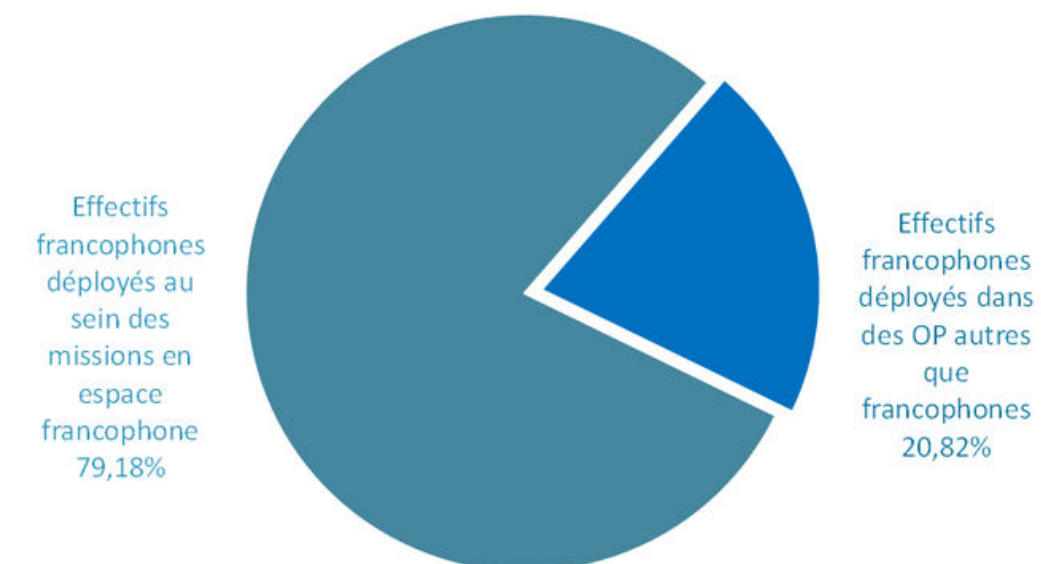


Etats des lieux de la contribution francophone

Pays francophones participant aux effectifs des opérations de paix	Nombre de personnel déployé
Rwanda	5905
Maroc	1697
Sénégal	1293
Cameroun	1132
Tunisie	932
Mauritanie	793
Burundi	774
France	660
Côte d'Ivoire	250
Djibouti	238
République du Congo	187
Burkina Faso	95
Niger	77
Togo	58
Mali	38
Canada	32
Tchad	29
Bénin	26
Guinée	25
Suisse	21
Vanuatu	6
Madagascar	3
Algérie	2
Belgique	1
Total des troupes francophones	14274

source : ONU, juillet 2025

Répartition de l'ensemble du personnel francophone déployé entre missions francophones et missions non francophones



Proportion du personnel francophone et du personnel non francophone déployé dans les missions à caractère francophone (MINUSCA, MONUSCO, FINUL)



source : REFFOP, juillet 2025



Obstacles et défis à la contribution des PCTP francophones

Obstacles structurels

Des freins politico-administratifs

- utilisation limitée du français comme langue à l'ONU
- manque de familiarité avec les procédures administratives
- déficit d'influence sur les décisions politiques

Des freins technico-opérationnels

- capacités limitées des Etats à faire évoluer les pratiques de préparation opérationnelle
- manque de contenus de formation disponibles en français

Nouveaux défis

Au niveau politique et institutionnel

- processus de réforme en cours du maintien de la paix de l'ONU
- "régionalisation" du maintien de la paix en Afrique (rés 2719)
- fortes incertitudes politiques et financières

Au niveau opérationnel

- volatilité et complexification des contextes sécuritaires
- technicisation des besoins de l'ONU



Pistes de coopération et mutualisation au niveau institutionnel et politique

Pour les PCTP
francophones



- Créer et soutenir des plateformes informelles de discussion



- Partager des informations, expérience et bonnes pratiques identifiées (GAF, Guide du Contributeur)



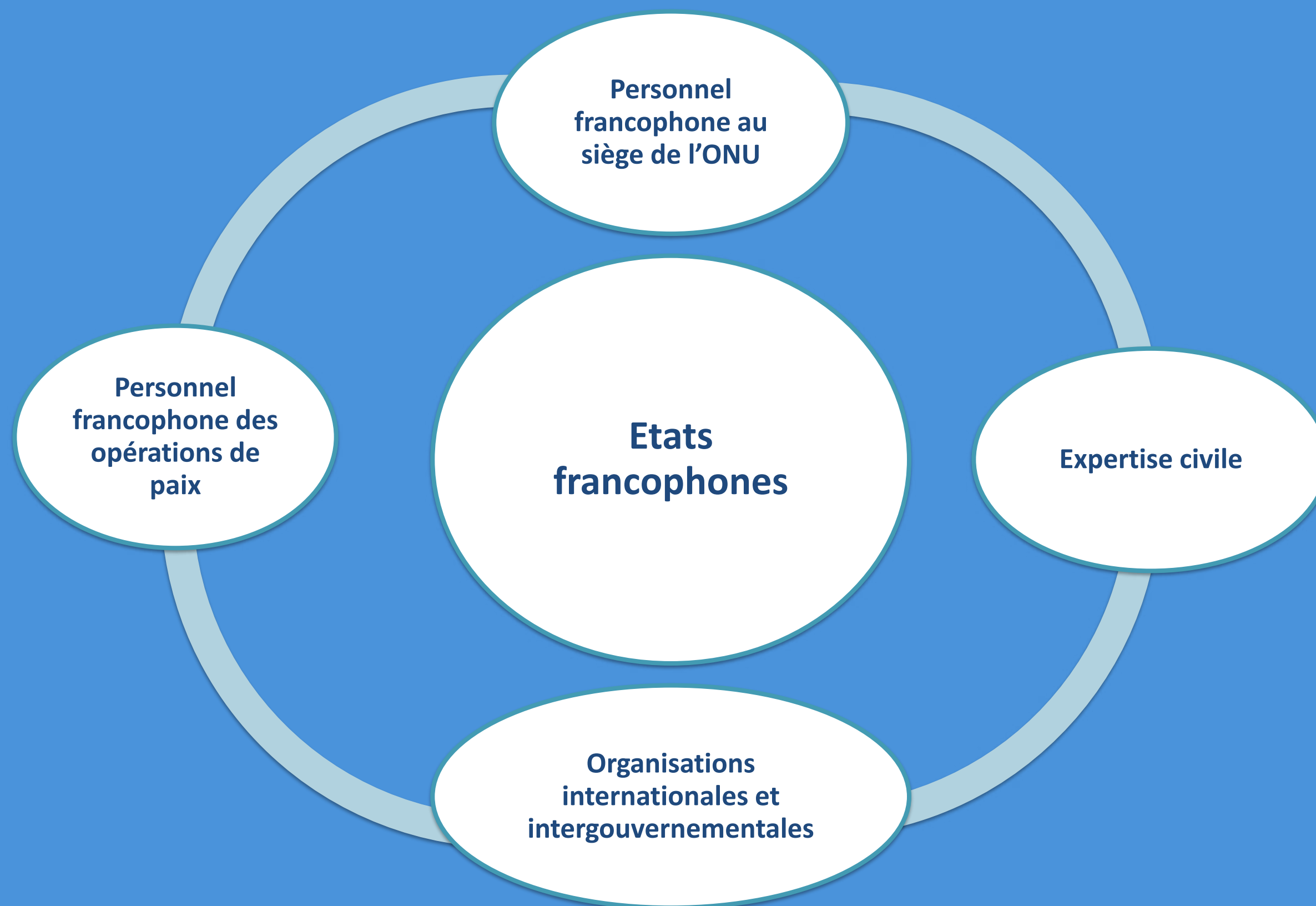
- Identifier des espaces d'expression prioritaires : CSNU, C34, CPS de l'UA, au sein des CER



- Identifier et avancer des socles communs d'action politique



Pistes de coopération et mutualisation au niveau institutionnel et politique





Pistes et outils au niveau opérationnel

Une myriade de nouveaux outils
à disposition

le matériel de formation de base préalable
au déploiement (CPTM)

Applications
mobiles

Formation des
formateurs
(ToT)

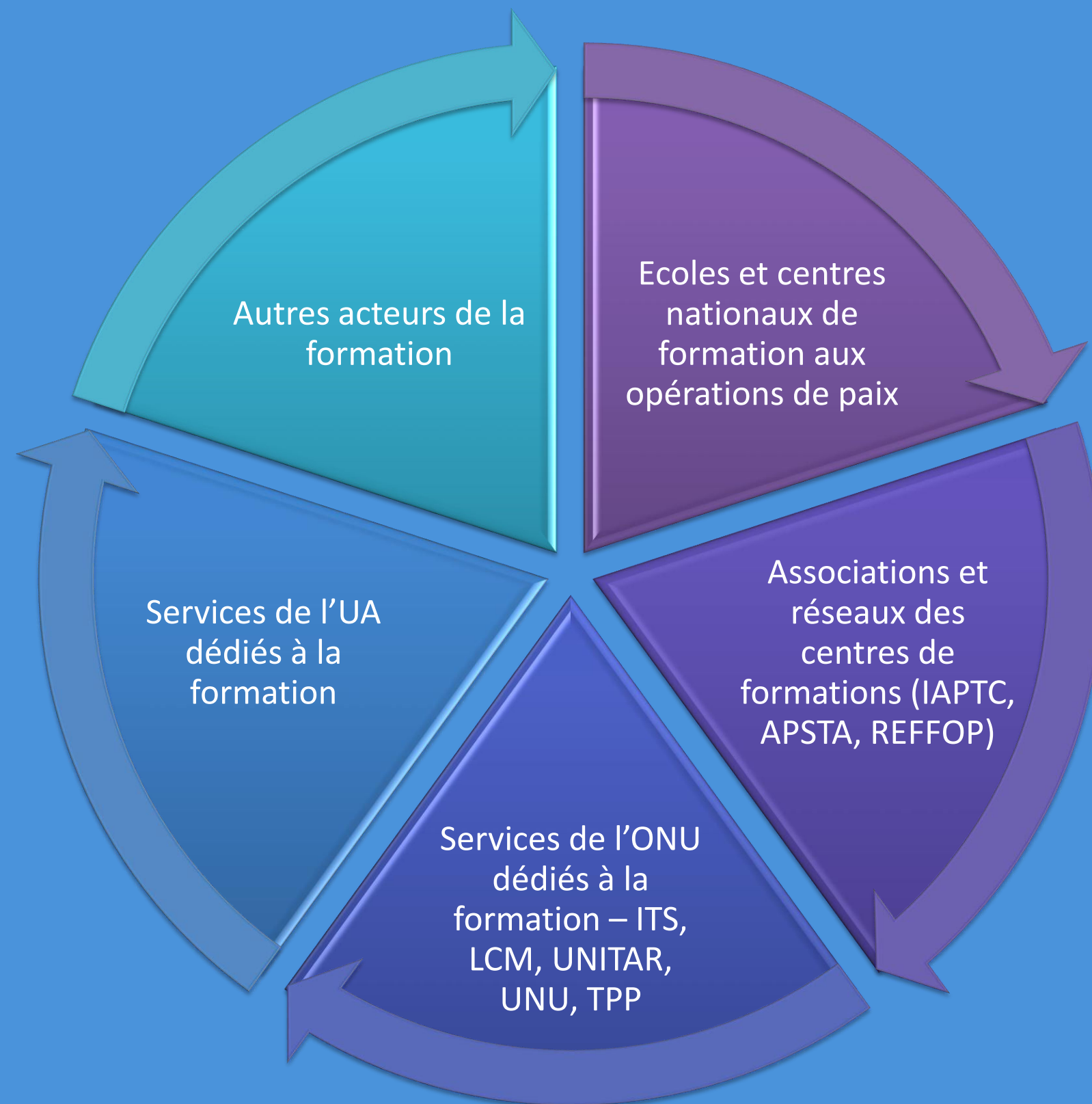
Equipes
mobiles de
formation
(MTT)

Apprentissage
des langues

Formations en
ligne ou en
hybride



Pistes et outils au niveau opérationnel



Quelques recommandations

Axe politique

- Favoriser, quand cela est judicieux, une action diplomatique coordonnée et cohérente des États membres francophones auprès de l'ONU et de l'UA
- Renforcer les liens avec les acteurs non diplomatiques aptes à soutenir le travail politique (anciens personnels de l'ONU, think tanks, experts militaires et policiers, etc.)

Axe opérationnel

- Améliorer l'offre de formation en français aux opérations de paix :
 - ❖ sur le fond – en développant des formations portant sur des thématiques spécialisées recherchées par l'ONU
 - ❖ sur la forme – en favorisant les supports numériques, les formations interactives, et le renforcement de la pédagogie
- Resserrer les liens des centres de formation entre eux, et à travers les associations telles que l'IAPTC, l'APSTA ou le REFFOP
- S'impliquer dans l'élaboration et/ou la traduction des contenus de formation mis à disposition par l'ONU et l'UA

Merci de votre attention

s.jomier@grip.org

plus d'informations sur notre site
<https://www.observatoire-boutros-ghali.org/>

